

Financer l'action d'urgence contre la crise

Les propositions du PCF

Frédéric Boccara

Le 12 juin 2020, bien avant le « plan Castex », le conseil national du PCF a adopté un document intitulé *Construisons la France en commun, formons une nouvelle union populaire agissante*, qui expose les mesures que nous préconisons pour répondre à la crise, par des mesures immédiates répondant aux urgences sociales et ouvrant la voie à un autre ?

Le document souligne la profondeur de la crise actuelle et l'ampleur des changements de société qu'elle rend nécessaires :

« La secousse que nous vivons appelle à remettre en question la relation entre notre société et l'argent, l'argent et le travail, le modèle productif et les écosystèmes ou la biodiversité. À ne plus accepter le sens actuel, capitaliste, de la mondialisation et ses formes. À repenser l'organisation de tous les temps de la vie : vie professionnelle et familiale, temps de formation, loisirs... À imaginer une autre organisation des territoires et de l'urbanisation. À remplacer la concurrence et la compétition de tous contre tous par l'entraide, le respect, la solidarité, le partage, le droit de décider de l'avenir en toute souveraineté. À défendre, dans les relations internationales, le besoin de coopérations pour garantir à tous les peuples la paix et la sécurité, collective comme individuelle. »

L'heure est venue de remettre en cause la domination du capital, sa logique, son pouvoir, ses coûts. Les grandes décisions d'investissement, de recherche, de localisation des entreprises, mais aussi de développement des services publics ne doivent plus être guidées par

la logique égoïste et mortifère du taux de profit. Toute la démocratie doit être changée, avec de nouvelles institutions et de nouveaux pouvoirs des salariés et habitants sur les banques et les entreprises. Il faut arracher le pouvoir des mains d'une classe qui détient l'essentiel des leviers de commande et des outils de création des richesses. Les politiques d'austérité et de déréglementation ne sont plus supportables. S'en prendre au cancer financier qui ronge notre existence collective, c'est imposer une autre utilisation de l'argent. C'est aller vers un pôle public bancaire, des nationalisations et de nouveaux pouvoirs démocratiques afin d'engager l'indispensable mouvement d'appropriation sociale des grands moyens de production, d'échange et de financement. C'est promouvoir une autre fiscalité et une autre conception de la dépense publique, pour répondre aux exigences de justice et d'une efficacité sociale et écologique nouvelle qui montent de partout.

Pour y parvenir, pour nous permettre de prendre en main notre destin collectif, nous avons besoin d'un nouvel âge de la démocratie. Celui-ci doit se concrétiser à tous les échelons et dans tous les domaines, impliquant notamment des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les

acteurs sociaux, des citoyennes et citoyens, des travailleuses et des travailleurs. Ils doivent disposer de la capacité de saisine des moyens financiers (banques et budgets publics) à l'appui de leurs propositions élaborées démocratiquement. Une nouvelle République doit voir le jour, et se construire de l'entreprise et des territoires jusqu'à l'État. Le « pouvoir d'agir » doit devenir effectif, au niveau national comme à celui de l'Europe ou du monde.

Ainsi, nous pourrions mettre en œuvre un nouveau modèle de développement. Rouvrir un avenir à la France, c'est rebâtir une industrie, avec d'autres critères de production, sociaux et environnementaux. C'est conjuguer l'égalité sociale avec la réponse au défi écologique et climatique. C'est localiser en France les sites de production essentiels au pays et favoriser les circuits courts. C'est organiser des rapports de coopération et de solidarité dans chaque pays, comme à l'échelle de l'Europe et du monde.

Ainsi, nous nous engagerons vers une tout autre mondialisation et donnerons à la France une voix originale, indépendante et internationaliste. La souveraineté de la nation et du peuple, battue en brèche par la toute-puissance des

marchés financiers, n'est synonyme ni de repli, ni de volonté de domination. À partir de valeurs de la République renouvelées, elle peut et doit porter l'engagement de notre peuple en faveur d'une autre mondialisation, d'un nouvel ordre du monde, fondé sur des coopérations solidaires et qui s'adosse à de nouvelles institutions, d'une construction européenne refondée grâce à de nouveaux traités qui la libèrent des logiques de marchandisation et de profit.»

Des actions d'urgence contre la crise

Pour faire face aux urgences, le document énonce une série de mesures exceptionnelles touchant en particulier cinq domaines :

- la santé publique, les hôpitaux publics et les EPHAD ;
- l'Éducation nationale ;
- la protection du pouvoir d'achat, la lutte contre la pauvreté, l'accès de tous à une alimentation de qualité et aux biens de première nécessité ;
- une société de liberté, de dignité humaine et de fraternité, sans racisme ni discriminations ;
- que cessent vraiment toutes les violences sociales et patriarcales imposées aux femmes.

La sécurisation immédiate de l'emploi contre le chômage et les licenciements figure dans cette liste comme un sixième objectif mais c'est aussi la clé de la création efficace de richesses qui seront indispensables pour réaliser l'ensemble. Il est en particulier proposé de mettre en place des conférences (régionales et nationale) de sécurisation de l'emploi, de la formation et de la transformation productive écologique et sociale définissant des objectifs chiffrés d'emplois, de formations, de recherche et d'investissements et d'y impliquer les entreprises. Ces nouvelles institutions visent en effet à créer les conditions d'une autre utilisation de l'argent des banques, des entreprises et de l'argent public pour commencer à émanciper la société des logiques de la rentabilité capitaliste, et pour faire prévaloir, à partir des mobilisations sociales, une autre logique que résume bien le slogan « De l'argent pour l'emploi et les salaires, pas pour le capital! ».

En effet, répondre à la double crise sanitaire et économique ne peut pas se borner à en adoucir les effets avec de l'argent public en faisant confiance à la capacité de rebond de l'économie capitaliste. Déjà, les grands groupes accélèrent leurs restructurations et les suppressions d'emplois, tandis que l'hécatombe des PME qui se dessine dépasse largement les capacités de réponse des politiques publiques.

Le temps est venu de changer l'utilisation de l'argent, et de mettre à contribution l'immense réservoir de la création monétaire des banques et de la BCE, les aides publiques pour qu'elles n'aillent plus au soutien aux profits et à la

baisse du coût du travail, ainsi que tous ceux qui, depuis tant d'années, profitent de cadeaux sociaux et fiscaux en imposant d'autres conditions et contreparties.

Ce sont précisément là les causes de la crise, et c'est donc à elles qu'il faut s'attaquer. Nous proposons d'agir immédiatement dans quatre domaines.

Premièrement, pour les dépenses publiques, nous proposons de créer un Fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation doté de 269 milliards d'euros en 2020 pour mobiliser les ressources publiques. Il fonctionnerait pendant une période de cinq ans avec des abondements annuels.



L'objet du fonds serait de financer les services publics, l'action publique sur les banques et sur les entreprises, y compris par des prises de participations ou des nationalisations.

Son action s'exercerait dans tous les domaines où l'urgence de développer les services publics se fait sentir :

- un plan d'urgence pour l'hôpital et le système de santé : embauches, formation massive, recherche, acquisition des matériels et des installations nécessaires ;

- un plan de développement pour l'ensemble des services publics : aide à l'autonomie, éducation, recherche, énergie, transports, justice, sécurité... ;

- la prise en charge d'une partie des dépenses engagées par les collectivités territoriales pour soutenir la population dans la crise.

Son action s'exercerait également :

- en direction des grandes entreprises – sous forme de prises de participations ou de nationalisations – pour qu'elles mettent en œuvre des plans de préservation des emplois, de formation des salariés et de développement des productions stratégiques ;

- pour agir en levier sur les banques, pour qu'elles apportent aux PME-TPE les crédits de trésorerie et d'investissement dont elles vont avoir besoin pour « tenir » quelques années face à la crise et pour se transformer : celles qui s'engageraient à maintenir l'emploi et à développer la formation de leurs salariés, tout en maintenant les salaires, bénéficieraient de taux fortement négatifs, donc d'une baisse massive du coût du capital, à condition qu'elles respectent leurs engagements sur toute la durée du crédit.

Les ressources du Fonds auraient deux origines :

- la fiscalité pour 40 milliards d'euros ;

- la mobilisation de la création monétaire de la BCE pour 229 milliards d'euros.

En effet, l'écart entre les dépenses urgentes à réaliser et le produit fiscal attendu dans l'immédiat ne doit pas être comblé par emprunt auprès des marchés financiers. Pour y pourvoir, le Fonds d'urgence et de mobilisation recevrait un prêt à taux négatif de 229 milliards,

accordé par la Caisse des dépôts et consignations et refinancé au même taux par la Banque centrale européenne, ou plus exactement par la Banque de France avec l'accord de la BCE. En effet, la BCE n'agit pas seule ; toutes les actions de politique monétaires décidées par son Conseil des gouverneurs sont mises en œuvre par les 19 banques centrales nationales de la zone euro qui, avec elle, forment ce qu'on appelle l'Eurosystème.

Il s'agit donc, en substance, de « détourner » des marchés financiers la plus grande partie de cet argent (que l'Eurosystème consacre aujourd'hui à des achats de titres sur les marchés financiers) pour l'affecter au soutien à l'emploi, à la formation par un investissement efficace des entreprises, et à des projets de développement des services publics démocratiquement décidés, comme nous le proposons, dans le cadre de conférences régionales et d'une conférence nationale de sécurisation de l'emploi et de la formation et de la transformation productive écologique et sociale.

Pour changer l'investissement des entreprises, notre deuxième proposition est de créer un pôle public bancaire et financier, combinant des nationalisations nouvelles de banques avec les institutions financières publiques existantes.

Ce nouveau pôle public, profondément démocratisé, servirait de fer de lance, au sein du système financier, pour pratiquer un tout autre crédit, réservé aux entreprises développant l'emploi et l'environnement et non l'accumulation financière et matérielle. À l'inverse, des taux élevés voire prohibitifs décourageraient les crédits finançant des délocalisations ou des fusions supprimant des emplois. Le pôle public ne financerait pas la spéculation financière ou immobilière.

Troisièmement, le crédit bancaire et le fonds viendraient aussi en appui aux institutions démocratiques nouvelles, les conférences régionales et nationale, de sécurisation de l'emploi, de la formation et de la transformation productive écologique et sociale.

Des fonds régionaux pour l'emploi, la formation et la transformation productive apporteraient aux conférences régionales les moyens financiers d'agir sur le

comportement des banques et des entreprises, avec l'appui du pôle financier public. Leur fonction principale serait de distribuer de façon sélective des bonifications d'intérêts ou des garanties en faveur des crédits finançant le développement de l'emploi, de la formation, les économies de ressources naturelles. Pour ce faire, ils bénéficieraient d'une dotation apportée par le Fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation.

Les crédits bénéficieraient de taux d'autant plus réduits (jusqu'à les rendre nuls ou négatifs) que les investissements matériels et de recherche financés créeraient davantage d'emplois qualifiés et rémunérés en conséquence, et développeraient des productions écologiques.

C'est aussi dans ce cadre que seraient décidées les prises de participations publiques dans des entreprises.

Quatrièmement, la baisse des recettes sociales devra être progressivement compensée par une réforme des différentes cotisations sociales.

Nous proposons :

- une cotisation sur les revenus financiers des entreprises ;

- et une modulation à la hausse des cotisations sociales patronales pour les entreprises qui taillent dans l'emploi ou délocalisent.

Dans l'immédiat, les dépenses supplémentaires de la Sécurité sociale seraient financées par des avances monétaires. ■



Pour changer l'investissement des entreprises, notre deuxième proposition est de créer un pôle public bancaire et financier, combinant des nationalisations nouvelles de banques avec les institutions financières publiques existantes.



Financement du Fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation

Ressources : 269,3 milliards d'euros.

A - A court terme, 40 milliards de ressources fiscales peuvent être mobilisées rapidement :

- Rétablissement de l'ISF : 3 milliards d'euros.
- Suppression du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus financiers (flat tax) : 1 milliard.
- Contribution exceptionnelle des grandes entreprises : 10 milliards.
- Contribution des compagnies d'assurance : 5 milliards.
- Suppression des exonérations de cotisation sociale issues du CICE : 20 milliards.
- Mesures immédiates de justice fiscale : augmentation dissuasive de la taxation du versement des dividendes au moins à 75 % ; imposition des géants du numérique, les Gafam et les Natu.

B - À moyen terme, d'autres ressources fiscales deviendront disponibles au fil du temps :

- Suppression progressive des exonérations de cotisations sociales patronales (au moins 80 milliards).
- Lutte contre la fraude fiscale.
- Réforme de la CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises) par une taxation nationale du stock de capital financier des entreprises et des banques, intégralement redistribuée aux collectivités sur critères de besoins sociaux de leur population.
- Et surtout, impulsion à la création de richesses, et donc à l'assiette des recettes fiscales, donnée par les dépenses du fonds d'urgence, couplées à l'amélioration de l'efficacité de l'économie française procurée par le maintien et le développement de l'emploi, la formation des salariés et l'essor des services publics.

C - Dans l'immédiat, la création monétaire de la BCE : 229 milliards.

- Pour financer à taux négatif le creusement du déficit, qui se résorbera à mesure que le renforcement de l'emploi et de la qualification des travailleurs, ainsi que l'essor des services publics, renforceront l'efficacité de l'économie et la création de richesses.

Ce montant entre dans l'enveloppe de la création monétaire supplémentaire (quantitative easing) à laquelle la BCE a décidé de procéder dans les prochains mois sous forme d'achats de titres : 1 350 milliards au sein desquels la part de la France est de 20 %, soit 270 milliards).

Dépenses : 269,3 milliards.

A - Montant déjà engagé par le gouvernement, dans les trois lois de finances rectificatives, sur l'utilisation desquels il faut mettre de véritables conditions économiques et sociales :

	79,3 milliards
Chômage partiel (part de l'Etat)	20,5
Chômage partiel (part Unedic)	10,3
Soutien aux TPE	8,0
Prises de participations	20,0
Dotations pour dépenses accidentelles et imprévisibles	2,5
Relèvement de l'ONDAM	8,0
Garanties d'emprunt	10,0
(celles qui seront mobilisées : Unedic + crédit export)	

B - Montant supplémentaires **92 milliards**

Hôpital	15
Autres services publics (éducation nationale, transports ...)	45
Collectivités territoriales	10
Bonification crédit PME/TPE	22

C - Baisse des recettes fiscales et sociales : 98 milliards

Pertes de recettes pour le budget de l'État selon le troisième projet de loi de finances rectificative : 65 milliards.

1. 2020 : une rupture sans précédent pour la sécurité sociale. État des lieux du financement de la protection sociale, Note du HCFIPS, mai 2020, <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/2020-05-13_etat_des_lieux_du_financement_de_la_protection_sociale.pdf>.